



COMMUNIQUE DE PRESSE | 15 JANVIER 2025

La filière du solaire doit s'affranchir des subventions publiques



3 questions à Damien Callet, directeur d'études

**Xerfi vient de publier une étude sous le titre :
« Le marché du photovoltaïque – Les stratégies pour
préserver la croissance face au recul du soutien public
et aux contraintes du réseau »**

Le marché français du photovoltaïque traverse une période d'incertitude qui pèsera sur les capacités installées. Quel est votre pronostic ?

Le marché français du photovoltaïque est clairement entré dans une phase de transition délicate après plusieurs années de forte dynamique. Certes, la filière a franchi un cap historique avec plus de 5 GW raccordés en 2024 et encore 2,9 GW supplémentaires au premier semestre 2025. Mais cette performance masque un net retournement de tendance. Nous considérons que le rythme annuel d'installations devrait repasser sous les 5 GW dès 2026, pour s'établir autour de 4,8 GW par an à l'horizon 2030. Cette inflexion s'explique d'abord par la baisse rapide et massive du soutien public, pilier du développement du solaire en France. Les tarifs de rachat des surplus ont été divisés par trois pour les installations résidentielles de moins de 9 kWc et ont chuté de plus de 13% sur le segment 100-500 kWc en 2025. De quoi peser sur la rentabilité des projets. À cela s'ajoutent des incertitudes politiques persistantes, marquées par des débats sur un possible moratoire des EnR et par l'instabilité institutionnelle. Cela incite certains développeurs à différer ou geler leurs investissements. Dans ces conditions, la croissance du parc, qui

atteignait près de 25% par an entre 2020 et 2025, devrait ralentir à environ 12% d'ici 2030, bien en deçà de la dynamique mondiale (+20% par an), selon nos prévisions.



Comment la filière tricolore compose-t-elle avec la rareté du foncier alors qu'elle doit aussi évoluer vers un modèle sans soutien public ?

La raréfaction du foncier constitue aujourd’hui l’un des principaux freins structurels au développement du [photovoltaïque](#) en France. La mise en œuvre du principe de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) et le durcissement des règles de défrichement limitent fortement les grandes centrales au sol, en particulier en zone forestière. Le blocage du projet Horizeo en Gironde, qui devait devenir la plus grande centrale solaire de France, illustre cette nouvelle donne. Face à ces contraintes, la filière réoriente ses stratégies en profondeur. Les ombrières de parkings et les toitures photovoltaïques apparaissent comme des relais de croissance prioritaires, portés par des obligations réglementaires pour les bâtiments non résidentiels de plus de 500 m² et les parkings de plus de 1 500 m². Nous anticipons d’ailleurs une croissance annuelle supérieure à 20% sur le segment des moyennes puissances. En parallèle, les acteurs investissent le marché du « petit sol » sur des friches industrielles, anciennes carrières ou délaissés routiers, plus compatibles avec le ZAN. Sur le plan économique, la baisse des subventions accélère la transition vers des modèles sans soutien public, fondés sur les PPA, l’autoconsommation et le stockage par batteries. Or, à mi-2025, seules 2% des installations françaises en autoconsommation étaient couplées à du stockage, signe d’un important gisement de valeur encore inexploité. En substance, les acteurs n’ont pas d’autre choix que de flexibiliser la production face au désengagement annoncé de l’Etat.

La France abrite pourtant des géants qui peuvent s'enorgueillir de figurer dans le top 10 mondial des producteurs d'énergie solaire. Comment l'expliquer ?

Ce paradoxe s'explique par la structure très duale de [la filière photovoltaïque](#) dans l'Hexagone. D'un côté, le marché domestique reste en retrait par rapport à ses voisins européens, avec 28,2 GW installés à mi-2025 contre près de quatre fois plus en Allemagne, et une concurrence forte du nucléaire dans le mix électrique. De l'autre, la France dispose de champions énergétiques de rang mondial. TotalEnergies et EDF figurent ainsi parmi les dix premiers développeurs solaires au monde, tandis qu'Engie domine largement le marché national. Leur position s'explique par leur taille critique, leur solidité financière et leur stratégie d'internationalisation précoce. Ces groupes ont massivement investi hors de France, notamment en Europe du Sud, au Moyen-Orient ou en Afrique, où les cadres réglementaires sont souvent plus stables et les projets de grande taille plus faciles à déployer. Cette capacité à compenser la relative atonie du marché français par une forte présence internationale explique pourquoi la France reste marginale dans la fabrication de panneaux – dominée à plus de 80% par la Chine – tout en conservant un poids significatif dans l'exploitation et le développement de grandes centrales solaires à l'échelle mondiale.

*Auteur de l'étude : **Damien Callet***

Le groupe Xerfi est en France le leader des études économiques sectorielles. Il présente le plus grand catalogue de travaux sur la France et l'International. Editeur indépendant, il apporte à ses clients par son expertise professionnelle, sa liberté éditoriale, son ouverture intellectuelle, l'accès rapide, fiable, clair, à la connaissance actualisée des évolutions sectorielles, des stratégies des acteurs économiques et de leur environnement.